Document generated on 07/06/2025 7:12 p.m.

Continuité

CONTINUITÉ

Montréal, jours de marchés

Eric Giroux

Number 98, Fall 2003

Place aux marchés

URI: https://id.erudit.org/iderudit/15600ac

See table of contents

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)
1923-2543 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Giroux, E. (2003). Montréal, jours de marchés. *Continuité*, (98), 38–40.

Tous droits réservés © Éditions Continuité, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Montréal, jours de marchés

Montréal sans ses marchés publics perdrait en âme et en couleur. Ces institutions, qui connaissent aujourd'hui une popularité croissante, ont aussi vécu des années de vaches maigres.

par Éric Giroux

Lors de la belle saison, circuler librement dans les grands marchés publics de Montréal est pratiquement impossible. Des milliers de personnes s'y donnent rendez-vous pour profiter des nouvelles récoltes, découvrir un produit exotique ou simplement faire des économies. Mais ces vieilles institutions urbaines que sont les marchés publics n'ont pas connu que des périodes de croissance. En fait, leur état de santé fluctue en fonction de l'histoire de la ville elle-même, de l'évolution de la culture urbaine et des modes de consommation.

La première place de marché

Le premier marché montréalais est établi en 1676 alors que les Sulpiciens, les seigneurs de l'île, cèdent une parcelle de terre aux autorités coloniales pour l'établissement du marché. Le lieu choisi sert depuis longtemps à la foire annuelle des fourrures. Les premiers Montréalais utilisaient cet endroit pour échanger avec les marchands itinérants et les Amérindiens.

Pour les autorités, la création d'un marché public réglementé devient nécessaire pour assurer à la population, de 600 âmes environ, un accès équitable aux denrées alimentaires. La création du marché permet de délimiter un lieu pour ce type de commerce et de faire appliquer certains règlements. Par exemple, les hôteliers ne pouvaient intercepter les marchands avant qu'ils n'atteignent la place du marché, même qu'ils devaient attendre huit heures pour y acheter leurs produits, les habitants ayant la priorité.

Cet endroit devient rapidement le cœur de la petite ville commerciale qu'était alors Montréal. Les hôtels, les auberges et les maisons de commerce s'établissent graduellement autour de cette place et dans les rues avoisinantes. Dans ce lieu de commerce et d'échanges sociaux, les marchands, les agriculteurs et les voyageurs de toutes sortes côtoient la population locale qui s'y réunit pour connaître les nouvelles et les potins ou pour entendre le crieur y faire des annonces. Musiciens et autres artistes en quête de public fréquentent aussi l'endroit.

Au début, le marché se résume à une place ouverte, sans infrastructures particulières. Des halles en bois y sont aménagées au milieu du XVIII[e] siècle et seront remplacées par une halle centrale, toujours en

Le Marché Bonsecours, 1922. Construit entre 1845 et 1847, le bâtiment est aujourd'hui occupé, entre autres, par des bureaux de l'administration municipale, des boutiques, une salle d'exposition et un restaurant.

Source : Service des archives de la Ville de Montréal

bois, au début du XIX[e] siècle. Sous ces halles, les étals de bouchers proposent du bœuf, du porc, du mouton, de la volaille et des poissons. Les Montréalais y achètent aussi des fruits et légumes, des semences, divers objets usuels, du tissu et d'autres biens nécessaires aux familles.

Ce premier marché est le seul à approvisionner la population urbaine. Vers 1800, Montréal compte près de 9000 âmes et le premier marché ne suffit plus à la demande. Un deuxième marché, le Marché neuf, est érigé sur la place Jacques-Cartier en 1807. Le Vieux Marché demeure toutefois très fréquenté jusqu'en 1836, année où il cède la place à la première douane et à la place Royale. Cette première douane est aujourd'hui occupée par la boutique du Musée Pointe-à-Callière.

Un siècle de croissance

Le XIX[e] siècle est marqué par une croissance et un développement extraordinaires pour Montréal. Entre 1800 et 1900, la petite ville de 9000 âmes devient une importante métropole industrielle et commerciale de près de 300 000 habitants. La création du Marché neuf n'est que le début de la multiplication des marchés à Montréal.

Le développement rapide du faubourg Sainte-Anne, dans la partie ouest de la ville, entraîne de nouveaux besoins dans ce secteur. Dans les années 1820, les habitants exercent des pressions sur les autorités afin d'obtenir un nouveau marché. Le Marché Sainte-Anne est construit en 1832-1833. Il s'agit d'un marché à l'anglaise, c'est-à-dire qu'il loge dans un imposant bâtiment en pierre et qu'il cumule d'autres fonctions.

À l'époque, ce marché constitue une réalisation technique remarquable. Construit au-dessus de la petite rivière Saint-Pierre, le bâtiment comprend une canalisation contre laquelle sont adossés les celliers de pierre à l'usage des bouchers. Les celliers profitent de la fraîcheur de l'eau circulant dans le conduit alors que les ouvertures aménagées dans la pierre permettent aux bouchers de disposer aisément de leurs déchets. Les bouchers occupent le premier plancher, pendant qu'une vaste salle aménagée au second accueille les agriculteurs en saison ou encore des événements politiques ou culturels.

Le prestige de ce bâtiment civique est indéniable et les autorités municipales songent à y installer la salle du conseil. Elles sont cependant prises de vitesse par le gouvernement du Canada-Uni, qui décide d'y établir son Parlement à partir de 1844. Un autre marché, en bois cette fois, est alors construit pour héberger les bouchers et les autres marchands qui doivent céder la place aux parlementaires. En 1849, des manifestants en colère incendient le parlement en réponse à la décision du gouvernement d'indemniser les victimes des rébellions de 1837-1838. Un troisième marché est construit sur les ruines et un marché aux poissons est aménagé à proximité. Ces marchés sont en activité jusqu'en 1900. Cette année-là, ils sont remplacés par une grande place publique, la place Youville.

À la suite de la décision du gouvernement du Canada-Uni d'occuper le premier Marché Sainte-Anne, les autorités municipales décident d'ériger un autre prestigieux marché dans la partie est de la ville. Le Marché Bonsecours est construit entre 1845 et 1847. Outre des espaces pour les commerçants, il abrite la salle du conseil municipal, jusqu'à l'inauguration de l'hôtel de ville en 1878. D'autres espaces sont aussi utilisés pour la tenue d'activités culturelles, comme des concerts.

Dans les faubourgs et les nouveaux quartiers de la ville, des marchés plus modestes sont érigés. Le Marché Saint-Laurent est construit en 1843 à l'angle des rues Saint-Laurent et Dorchester (René-Lévesque). Le Marché Saint-Antoine ouvre ses portes en 1855, plus à l'ouest que le Marché Sainte-Anne. Le Marché Saint-Jean-Baptiste est érigé en 1870 au-delà des limites nord de la ville, dans la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste, qui sera annexée à Montréal en 1886. En 1872, ce sont les habitants du quartier Saint-Jacques qui bénéficient d'un nouveau marché. Le Marché Maisonneuve, quant à lui, n'est construit qu'en 1914 par la Ville de Maisonneuve, annexée à Montréal en 1918.

Consolidation et déclin des marchés

Au début du XX[e] siècle, les marchés publics sont fortement ancrés dans la culture urbaine, surtout en milieu populaire. Les bouchers et les maraîchers jouissent de loyers moins élevés dans les marchés municipaux et sont en mesure d'offrir de meilleurs prix que dans les autres commerces d'alimentation. Les familles ouvrières de Montréal les fréquentent donc assidûment.

Malgré l'utilité et la popularité des marchés, certaines voix se font entendre pour

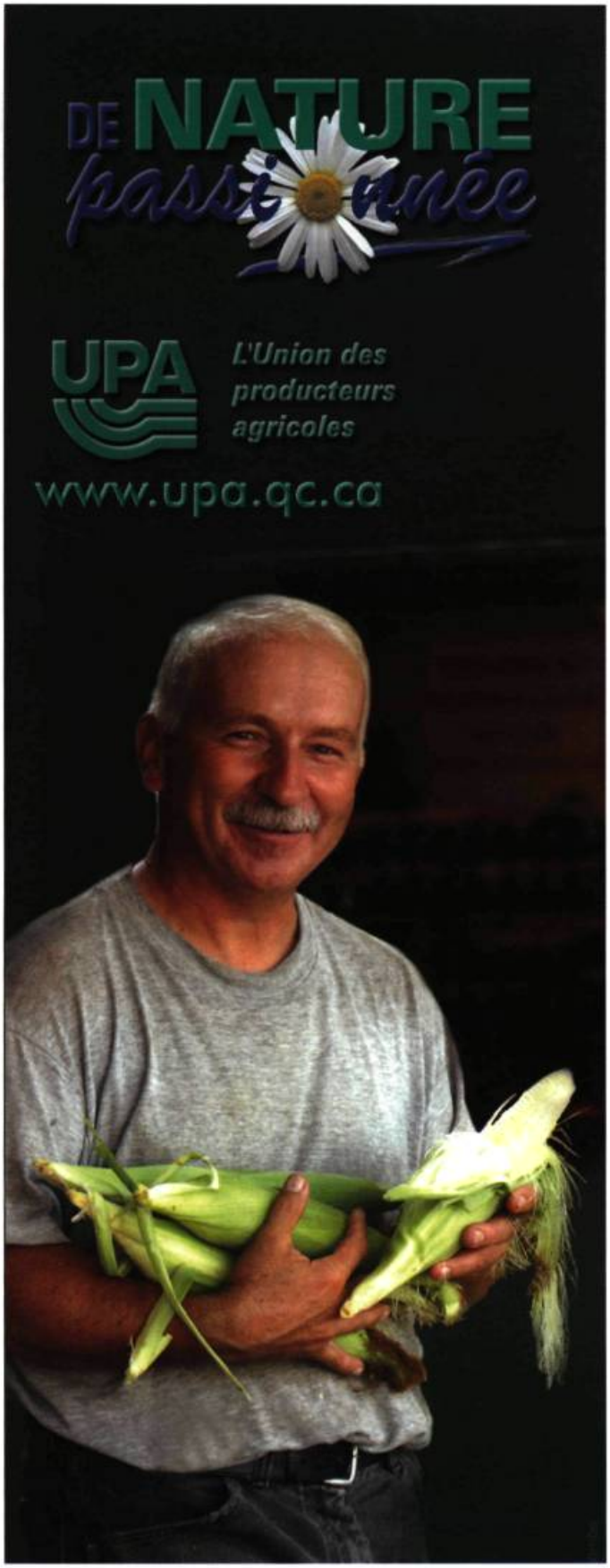
En 1931, le premier Marché Saint-Jacques est démoli pour faire place à ce magnifique bâtiment d'inspiration Art déco. Une vaste salle occupe l'étage supérieur du bâtiment.

Source : Service des archives de la Ville de Montréal

contester leur existence. Déjà à la fin du XIX[e] siècle, des groupes exercent des pressions pour que la Ville cesse d'encourager une concurrence déloyale envers les petits commerces privés. Ces critiques mettent en doute le bien-fondé de la participation des pouvoirs publics à des activités commerciales. Selon ces groupes, les marchés publics de la Ville entraînent même des pertes de revenus. Si ces institutions étaient remplacées par des établissements privés, les revenus en taxes seraient plus importants que les maigres bénéfices que procurent les activités courantes des marchés.

Malgré ces critiques, la Ville voit dans la crise des années 1930 l'occasion de consolider la place des marchés dans ses quartiers. Une entente avec le gouvernement fédéral lui permet d'entreprendre d'importants travaux de chômage pour combler temporairement le manque de travail et pour rénover ou moderniser ses infrastructures. Dans le domaine des marchés publics, sept chantiers sont ouverts, dont un seul implique la création d'un nouveau marché, soit le Marché Jean-Talon, érigé dans le nord de la ville.

Les autres marchés sont rénovés ou encore démolis et reconstruits, comme ce fut le cas pour les marchés Saint-Jacques, Saint-Laurent et Saint-Jean-Baptiste, tous remplacés par des bâtiments modernes, souvent d'inspiration Art déco. Dans l'ouest, le Marché Atwater est construit à proximité du Marché Saint-Antoine, qui est démoli quelques années plus tard. Ces travaux permettent de doubler la superficie disponible afin de répondre à la demande d'une population urbaine toujours croissante. De plus, dans certains nouveaux bâtiments, une salle permet de tenir des



Le Marché Saint-Jacques, dans les années 1920. Ce premier bâtiment a été construit en 1871 et agrandi à deux reprises pour répondre aux besoins croissants de la population du quartier.

Source : Service des archives de la Ville de Montréal

activités culturelles, des événements politiques ou autres. Par exemple, la salle du nouveau Marché Saint-Jacques devient un important lieu de rencontre pour la population ouvrière des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques. On y présente des matchs de boxe et de lutte, des spectacles et d'autres événements. Ces espaces sont autant de lieux de sociabilité pour une couche de la population qui n'a pas les moyens de se payer d'autres lieux de divertissement.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'essor de nouveaux modes de consommation sonne le glas de la majorité des marchés montréalais. Les grandes chaînes d'alimentation menacent l'existence des marchés publics. Ces nouveaux commerces proposent bientôt sous un même toit tous les produits dont les familles ont besoin. On met l'accent sur la rapidité, la variété, le côté pratique et l'hygiène, qui deviennent des critères de base. Les produits frais sont disponibles en grande quantité dans des comptoirs réfrigérés. La viande, déjà coupée et emballée, est prête à emporter. Bref, les vieux marchés ne répondent plus aux critères modernes du commerce et apparaissent, aux yeux de plusieurs, comme des anachronismes.

Au début des années 1960, les marchés sont tous fermés, sauf les marchés Jean-Talon et Atwater. Les marchés Bonsecours, Saint-Jacques et Maisonneuve sont transformés en espaces administratifs pour la Ville, alors que les autres sont démolis. Au début des années 1980, la Ville tente de freiner l'exode de sa population vers les banlieues en misant sur l'amélioration de la qualité de vie dans ses quartiers. L'une des mesures adoptées est de permettre l'ouverture de petits marchés publics. C'est dans ce contexte que les marchés Saint-Jacques et Maisonneuve ont partiellement retrouvé leur vocation commerciale. Des petits stands temporaires sont également aménagés, en saison, à proximité de certaines stations de métro.

Plusieurs Montréalais s'étaient opposés à la fermeture des marchés publics au début des années 1960. Leurs arguments reposaient sur la qualité des produits offerts, sur les prix compétitifs, mais surtout sur la qualité des échanges avec les commerçants, qui étaient souvent les producteurs. Ces mêmes arguments sont encore évoqués aujourd'hui et expliquent en bonne partie la popularité de ces lieux.

Éric Giroux est historien et agent de recherche à l'Économusée du Fier Monde.